OUYAHIA À PROPOS DE LA DERNIÈRE SORTIE DE SID-AHMED GHOZALI :

«Je suis peiné»

Réagissant aux dernières déclarations de l'ex-chef du gouvernement Sid-Ahmed Ghozali, le secrétaire général du RND qui a pris part, hier, à une rencontre de son parti à Constantine, s'est dit peiné d'apprendre des propos d'une telle teneur, tenus de surcroît par un ancien haut responsable de l'Etat qui a assumé avec courage l'épisode de l'arrêt du processus électoral, préservant le pays d'un chaos inéluctable.

«Je suis peiné d'entendre des opposants appeler les Algériens à ne pas voter. Je suis peiné d'entendre un ex-chef du gouvernement, dont j'étais le collaborateur et auquel je vouais du respect, prier le peuple de s'abstenir de voter. Peiné qu'un ex-haut responsable de l'Etat, qui a participé avec courage à l'arrêt du processus électoral, se déjuge pour affirmer que ce fut une grosse erreur.» Plus qu'une offense «à la pluralité» et «aux principes de partis comme le RND, le FLN, le FFS ou le FNA». Ouyahia considère la sortie de Sid-Ahmed Ghozali comme une atteinte à la quiétude et à la cohésion sociale. Il ne fallait pas plus d'ailleurs au secrétaire général du RND pour agiter les épouvantails de l'abstention et de l'islamisme. «Nous ne voulons pas retourner à la kalachnikov et aux massacres. En 1991, personne n'est sorti gagnant, l'abstention l'a remporté, et ce sont ceux qui étaient restés chez eux le 26 décembre que l'on a compté parmi les premières victimes des affres qui en ont suivi».

Selon Ouyahia, ce sont «autant de plaies encore ouvertes qui ont empêché le peuple de s'inspirer» de la déferlante des révolutions arabes, ce qui aurait engendré, indéniablement, «sa perte et celle du pays». L'année 2011 aura été, par contre, celle de l'amorce du processus de concrétisation des réformes portées déjà, aux dires du chef du gouvernement, dans les programmes du candidat Bouteflika de 1999, 2004 et 2009. Il s'agit, selon lui, d'un agenda transpartisant, «celui de la nation algérienne» qui s'est accéléré l'an dernier à la faveur des évènements qui ont secoué le monde arabe. Evènements à propos desquels Ouyahia reste interrogatif et préfère faire planer des doutes quant aux origines des révolutions qui ont secoué particulièrement le monde arabe. Le secrétaire général du RND, qui s'exprimait, hier, à l'ouverture de la troisième conférence nationale de la femme qui se tient à Constantine, a, notamment, invité les militantes de son parti à être aux avant-postes du combat pour la sauvegarde des acquis de l'Algérie. «A l'heure du Facebook, des révolutions et de la mondialisation, la femme doit jouer pleinement son rôle de citadelle dans la préservation de nos valeurs et traditions… Nous avons troqué nos haïks et m'laya contre le hidjab et le tchador au moment où les chiites s'emparent de larges espaces dans des pays sunnites. Prévenez vos concitoyennes du rôle qu'elles doivent jouer pour préserver l'Algérie d'un retour aux deuils et aux larmes au nom de la démocratie.»

Photo : Samir Sid

Ouyahia considère cette sortie comme une atteinte à la cohésion sociale.

Le RND, qui se targue de compter un peu plus de 20 000 militantes dans ses rangs, serait, selon son premier responsable, un précurseur du combat pour la promotion du rôle de la femme. «Au 3e congrès du parti en 2008, nous avons dû apporter des amendements à nos statuts pour faire porter le nombre de militantes au conseil national de 37 à 89 dont 9 d'entre elles siègent au bureau national. Nous n'avons pas pour autant défendu une cause féministe mais nous avons défendu la participation de 50% du peuple algérien dans la construction de l'Algérie.» Ouyahia reconnaîtra néanmoins tout au long de son discours le recul enregistré par le pays en matière de droits et de représentativité de la femme, notamment sur la scène politique, rappelant, entre autres exemples, que le Conseil constitutif de septembre 1962 comprenait 10 femmes parmi ses 197 membres et l'APN issue des législatives de 2007 compte seulement 18 femmes députés sur un total de 389.

Ouyahia juge d'ailleurs inconcevable qu'un pays qui débourse plus de 20 milliards de dollars par an dans l'éducation et la formation des générations futures puisse se passer, voire marginaliser 50% de ces dernières dès la fin de leur cursus.

K. G.

LASKRI EXPLIQUE LES RAISONS DE LA PARTICIPATION DU FFS AUX ÉLECTIONS

«Ni reniement, ni capitulation»

Après celle des décisions, l'heure était hier aux explications au FFS. Ali Laskri s'est livré à l'exercice pour, d'un côté, exposer les raisons de la participation de son parti aux législatives mais aussi pour répondre à «certains praticiens de la presse» qui avaient annoncé la participation du parti aux législatives avant même la tenue de son conseil national.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est un Ali Laskri particulièrement remonté contre une «certaine» presse qui a expliqué hier comment son parti est arrivé à prendre la décision de ne pas prendre option pour le boycott.

Le premier secrétaire du FFS, visiblement agacé par les nombreux commentaires, estimait hier que «libre à certains de parler de faux suspense ou de supercherie et autres divagations.

Plus fondamentalement, ce qui nous désole chez certains praticiens de la presse, c'est le refus pathologique du débat public dans un espace public fondateur de la démocratie».

Ceci étant dit, Laskri est revenu sur le «choix tactique» de son parti, expliquant que la décision émanait de la base et que seules quatre voix s'étaient opposées à la participation à travers laquelle le FFS espère mettre «la société en mouvement». En réponse à ceux qui s'étonnent de voir le parti entrer dans une compétition où il reconnaît que les conditions de transparence ne sont pas réunies, Laskri répond qu'il ne s'agit là «ni de reniement, ni de capitulation». Considérant que les garanties données par le pouvoir ne sont qu'artifices, le premier secrétaire du FFS n'accorde aucun crédit à la Commission de supervision des élections dans laquelle siègent des magistrats. Pourquoi son parti prend-il alors part à ces élections ? Laskri est catégorique : si le FFS constate une quelconque fraude, il prendra les décisions qui s'imposent sans pour autant dire lesquelles. La fraude ne constitue pas la seule hantise du parti. L'abstention en fait également partie.

Le premier secrétaire du FFS reconnaît qu'il sera très difficile de mobiliser une population plus préoccupée par ses conditions de vie que par les élections. Le parti refuse également de faire des pronostics sur ses chances et Laskri indique à ce titre que «nous avons refusé la logique des coûts et des avantages dans le processus qui a mené à la décision de participation aux élections législatives».

N. I.

LÉGISLATIVES 2012

Mécontentements et démissions au PT à l'Est

La porte-parole du Parti des travailleurs (PT), Mme Louisa Hanoune, était lundi à Annaba pour essayer de calmer les mécontents de son parti qui n'ont pas été choisis pour figurer à la tête ou au sein des listes des candidats aux prochaines législatives du 10 mai prochain, a-t-on appris de source proche de ce parti.

Mme Hanoune fait état de remous, voire de démission de responsables et de militants de ce parti dans certaines wilayas de l'est du pays, notamment Annaba, Guelma et El Tarf.

Cette situation, qualifiée de malaise au sein du PT, fait suite à la proposition de noms étrangers au parti par la direction nationale, relève la même source. Il s'agit principalement de syndicalistes de l'UGTA pour conduire les listes du PT. Ils sont près d'une vingtaine à travers le pays, affirme la même source.

Ces listes de candidats semblent rencontrer des difficultés à être avalisées par des cadres et militants du PT. Pour la même source, il y a une véritable levée de boucliers de responsables et militants des wilayas précitées, encartés du PT depuis de longues dates.

Ces derniers ont manifesté leur mécontentement en démissionnant du parti, apprend-on. Ainsi, le responsable de ce parti à El Tarf, Antouri Youcef, également vice-président de l'Assemblée populaire de cette wilaya, a quitté le parti après avoir appris qu'un certain H'marna, retraité de l'éducation et qui est toujours responsable syndical à l'UGTA, était pressenti pour prendre la tête de liste à El Tarf. Sauf que ce dernier ne serait pas chaud pour cette désignation, ajoute la même source.

Dans la wilaya de Guelma, c'est carrément l'hémorragie dans les rangs du PT, affirme notre source, précisant que quelque 288 cadres et militants, à leur tête Hamlaoui Yazid, membre du comité central du PT, et Abderrahim Khemissi, responsable du bureau de wilaya, seraient démissionnaires. Ils ont agi de la sorte pour manifester leur désaccord quant au choix fait par la direction nationale pour la tête de liste dans la wilaya de Guelma.

Le candidat choisi serait également un syndicaliste UGTA connu. A Annaba, l'un des responsables locaux du PT, ayant occupé le devant de la scène du parti pendant plusieurs années en tant que premier responsable du bureau de wilaya jusqu'au début de l'année écoulée et actuellement membre de l'APW de Annaba, a préféré démissionner, affirme la même source. Il s'agit de Sadek Slimani, à qui il a été préféré un cadre femme de l'APC de Annaba comme tête de liste.

Contacté, M. Slimani nous a confirmé cette information. Tout en contestant le choix unilatéral de la direction nationale de son parti, l'intéressé estime qu'il l'a fait pour ne pas cautionner ces choix.

A. Bouacha

OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DE PRINTEMPS

L'adieu à la sixième législature

L'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation procéderont, aujourd'hui, à l'ouverture officielle de la session parlementaire de printemps. Une ouverture purement protocolaire, la sixième législature de l'APN arrivant à terme.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Un dernier petit tour et puis s'en vont. Les députés assisteront aujourd'hui à leur dernière cérémonie d'ouverture de session parlementaire de printemps. Une cérémonie qui sera tout juste marquée par les discours des présidents des deux chambres du Parlement.

Abdelaziz Ziari devrait, sans nul doute, dresser le bilan de cinq années d'activités. Il est vrai que le bilan de cette sixième législature a été des plus «riches». Elus en 2007 avec «un taux officiel» de 37%, les membres de cette Assemblée ont eu à se prononcer sur des questions d'une importance capitale pour l'avenir de l'Algérie. A commencer par la loi portant amendement de la Constitution, adoptée en novembre 2008 par les représentants des deux chambres réunis en congrès.

Une révision qui a fait sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels et qui a permis à Abdelaziz Bouteflika de se présenter, pour la troisième fois consécutive, à la magistrature suprême. Il est utile de rappeler que les parlementaires avaient obtenu une augmentation substantielle de leur indemnité quelques mois seulement avant de lever la main bien haut pour adopter la nouvelle Constitution. Mais à en croire le ministre de l'Intérieur, les futurs élus pourraient ne pas profiter de cet «acquis» financier dont ont bénéficié leurs prédécesseurs.

Sur le plan législatif, l'APN a adopté 69 textes de loi, dont 18 ordonnances présidentielles. Mais les initiatives parlementaires sont restées encore très limitées. Essentiellement des questions orales adressées aux membres du gouvernement. En cinq années d'exercice, aucune proposition de loi n'a pu aboutir. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé. Une dizaine de textes ont été élaborés et présentés. Mais tous ont été rejetés par le bureau de l'Assemblée populaire nationale. C'est notamment le cas des propositions de loi relatives à la liberté de manifester, à la levée de l'état d'urgence (présentée plusieurs mois avant sa levée définitive par le gouvernement), à l'enseignement obligatoire de tamazight, à la lutte contre la corruption et à l'abolition de la peine de mort.

Des initiatives à mettre sur le compte d'un groupe de députés conduit par Ali Brahimi, un parlementaire élu sur une liste du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Aujourd'hui, dans son discours, Abdelaziz Ziari pourra toujours s'enorgueillir d'avoir réussi à mener à terme la commission d'enquête parlementaire sur la rareté des produits alimentaires de large consommation. Le président sortant de l'APN mettra également l'accent sur la «contribution» des députés aux réformes suite à l'adoption, dans l'urgence, d'un arsenal législatif composé d'une demi-douzaine de textes de loi.

L'honneur est sauf. Abdelaziz Ziari et les 388 autres députés signeront aujourd'hui la fin de cette sixième législature. En espérant très fort revenir à la mi-mai pour le début de la septième législature.

T. H.